

**Discours de Mr. Kossi Assimaidou à la  
Réunion des Gouverneurs du FMI et de la Banque Mondiale  
du Groupe Afrique II**

Washington, D.C., 9 octobre 2014

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs et Gouverneurs Suppléants,  
Messieurs les Gouverneurs et Vice-gouverneurs des Banques Centrales  
Messieurs les Administrateurs et Administrateurs Suppléant,  
Mesdames et Messieurs,

Avant tout propos, je voudrais saisir l'occasion que m'offre notre réunion pour exprimer au Gouverneur de la Guinée et à sa délégation, dont le pays est frappé par l'épidémie du virus Ebola, toute notre compassion pour les pertes en vies humaines et les souffrances qu'endure la population du fait de cette épidémie. Je voudrais saluer les efforts du gouvernement Guinéen pour faire face à cette tragédie. Il est à noter aussi que la communauté internationale se mobilise, y compris le FMI qui a récemment accordé à la Guinée, au Libéria et à la Sierra Leone une assistance technique et financière pour les soutenir dans leur lutte contre la maladie et ses désastreuses conséquences humaines, économiques et sociales.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs

Les Assemblées annuelles 2014 ont ceci de particulier qu'elles coïncident avec le 70<sup>ème</sup> anniversaire de la création des institutions de Bretton Woods, le Fonds

monétaire internationale et la Banque mondiale. En effet, c'est en 1944, au sortir de la deuxième guerre mondiale que ces deux institutions ont été créées pour construire un monde meilleur fondé sur la coopération entre nations et pour prévenir les problèmes économiques qui ont fait le lit de la guerre. D'importants progrès ont été réalisés depuis lors par le FMI dans l'exécution de son mandat. Du travail reste cependant encore à faire pour renforcer davantage la coopération monétaire internationale et aider à atteindre et maintenir des niveaux élevés d'emplois et de revenus pour l'ensemble des 188 pays membres de l'institution.

La célébration des 70 ans du FMI intervient dans un environnement international marqué par une reprise économique faible, inégale et fragile dans les pays avancés, une croissance en repli dans les économies émergentes et des taux de croissance robustes dans les pays à faible revenu. La croissance dans de nombreux pays développés et émergents est inférieure aux prévisions et les pays à faible revenu demeurent exposés à des chocs exogènes importants dont la baisse des prix des matières premières y compris les cours du pétrole. Je pourrais ajouter à ces développements récents la persistance de la crise de la dette souveraine notamment dans la zone Euro et l'abandon progressif des politiques monétaires non conventionnelles dans les pays avancés notamment aux USA.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Comme vous le savez, je suis au terme de mon mandat d'Administrateur et c'est la dernière fois que je m'adresse à vous à ce titre. Qu'il me soit donc permis de faire une rapide rétrospective des importants changements intervenus au FMI ces dernières années ; Je retiendrai, sans être exhaustif: (i) la mise en place d'un cadre de politiques macro-prudentielles recommandées par le FMI aux pays exposés à un type nouveau de risques financiers (en 2011) ; (ii) l'élargissement du mandat d'investissement du FMI pour en élargir la base de revenus à la suite de la récente récession (2011-2012) ; (iii) l'élargissement et la modernisation du cadre juridique de la surveillance pour en renforcer la capacité à prévenir les crises (2012) ; (iv) les ventes d'or du FMI et l'affectation d'une partie des profits au renforcement des ressources concessionnelles du Fonds de fiducie pour la croissance et la réduction de la pauvreté, c'est-à-dire les ressources essentiellement affectées à nos pays ; (v) la réforme, en cours de ratification, du Conseil d'administration du FMI visant à faire élire tous ses membres sans distinction de quotes-parts ou de pouvoir de vote des pays représentés ; (vi) la revue des facilités du FMI en faveur des pays à faible revenu qui a permis d'introduire plus de flexibilité, y compris dans les conditionnalités, pour répondre aux besoins contingents de financement et en matière de conseils aux pays à faible revenu; (vii) le renforcement des capacités avec, entre autres, l'extension du réseau des centres d'assistance technique en Afrique avec l'installation d'AFRITAC Sud et l'ouverture de l'Institut de formation

pour l'Afrique à Maurice ; (viii) l'obtention d'un deuxième poste d'Administrateur suppléant pour chacune des chaises représentant un grand nombre de pays.

En plus de ces avancées dont un grand nombre a bénéficié à nos pays, nous avons obtenu ces dernières années la réduction de la dette pour cinq de nos pays qui ont atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTE.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Les progrès tels que je viens de les mentionner succinctement ont été réalisés en relation avec les résultats obtenus au niveau de nos pays en termes de consolidation de la stabilité macroéconomique, d'approfondissement des réformes et de renforcement de la croissance en vue de créer des emplois pour les populations. Il faut saluer ces progrès que le monde entier reconnaît. Mais comme vous le savez, les défis qui continuent de se poser à nos pays sont immenses et nombreux, et ils doivent être attaqués pour transformer le vent favorable actuel en opportunité durable pour nos pays. Je voudrais avec votre permission, insister sur certains de ces défis qui tombent directement dans le champ de la coopération entre nos pays et le FMI, et qui vont constituer certainement une partie importante de l'agenda de travail de mon successeur.

Le premier défi que je vois est celui de la nécessaire transformation structurelle des économies africaines. En effet, en même temps que le monde entier s'accorde sur

les progrès en matière d'environnement macroéconomique et la forte croissance enregistrée par l'Afrique ces dernières années, la question qui revient sur toutes les lèvres est « Qu'est ce que l'Afrique va faire de ce succès d'étape ? » Allons-nous saisir ce moment favorable pour engager les politiques publiques qui permettent de transformer durablement la structure de nos économies pour les faire passer d'économies essentiellement exportatrices de matières premières à des économies industrialisées reposant sur des secteurs manufacturiers créateurs d'emplois massifs pour nos jeunes de plus en plus éduqués ? Ce sont là des questions qui se posent aujourd'hui à nos Etats, à nos gouvernements et à l'ensemble des populations africaines. Les réponses innovantes que nous allons leur apporter vont déterminer l'avenir de notre continent.

Mais ces questions se posent aussi aux partenaires qui nous assistent. Il vous souviendra que la Direction générale du FMI, saisissant le moment, a organisé une conférence en mai dernier à Maputo au Mozambique, pour engager le dialogue sur ces questions avec l'ensemble des Ministres Africains des finances et Gouverneurs de Banques centrales. Je voudrais vous inviter, mesdames et messieurs les Gouverneurs, à poursuivre cette discussion dans les semaines à venir avec le FMI et la Banque mondiale afin qu'un contenu concret soit apporté à cet agenda majeur de la transformation structurelle de nos économies. Si nous sommes tous d'accord que nos pays ont fait des progrès importants, et qu'ils doivent profiter de ces avancées et des périodes de forte croissance actuelle pour transformer leurs économies, alors ce discours doit avoir des implications dans nos relations avec le

FMI, dans le dialogue, dans les programmes, et dans les niveaux de financements mis à notre disposition pour engager cette transformation.

Le deuxième défi, c'est la question du financement de nos économies, en rapport avec les limites d'endettement pratiquées par le FMI dans le cadre des programmes.

Je sais que c'est une question qui vous tient particulièrement à cœur, et cela à juste titre. Il est bien entendu que pour réussir les programmes nationaux de

développement dont nos pays se sont tous dotés, il est impératif que des efforts soutenus soient mis en œuvre pour accroître la mobilisation des ressources

budgétaires domestiques. Le défi d'élargissement de la base taxable implique que

nos pays continuent les efforts de modernisation de nos administrations fiscales

pour couvrir toutes les activités profitables, en même temps que l'accent doit être

mis sur le développement du secteur privé. Il est aussi bien entendu que pour

financer les ambitieux programmes de développement de nos pays, la mobilisation

des ressources extérieures est nécessaire. C'est pourquoi, il est important que nos

pays puissent saisir l'opportunité des financements extérieurs qui aujourd'hui sont

de plus en plus disponibles pour l'Afrique sub-saharienne vue comme la nouvelle

frontière de rentabilité par les investisseurs. En 2013, les pays africains ont émis

pour plus de 11 milliards de dollars de bons sur le marché international. Cette

année, c'est un peu plus de 85 milliards de dollars qui sont projetés en termes

d'investissements étrangers sur le continent.

C'est ici, mesdames et messieurs, que je voudrais vous inviter à insister sur votre

plaidoyer auprès des responsables du FMI pour que cela soit bien compris et que

les politiques de l'institution puissent prendre en compte les besoins de nos pays en termes de financement. Vous avez sûrement déjà entendu la recommandation du FMI de mettre l'accent sur l'investissement en infrastructure pour soutenir la reprise économique. Les grands projets d'investissement que tout le monde appelle pour combler le gap infrastructurel de l'Afrique ne peuvent se réaliser sans financement extérieur ; et l'expérience malheureusement nous enseigne que les ressources concessionnelles, déjà rares, ne peuvent financer ces grands projets. En votre nom, mon Bureau a porté ce message ces dernières années, particulièrement depuis que le Conseil d'administration du FMI a engagé les discussions en vue de mettre en place une nouvelle politique sur les limites d'endettement pour les pays sous programme.

Nous avons insisté et continuons d'insister sur la nécessité d'adopter une nouvelle politique qui soit suffisamment flexible pour permettre à nos pays, notamment ceux dont le risque de surendettement est faible ou modéré, de lever des ressources y compris non concessionnelles, pour financer leurs infrastructures et programmes de développement. Nous avons attiré l'attention du Conseil sur le fait que cette question porte en elle l'avenir de la coopération entre le FMI et nos pays. Après plusieurs séances du Conseil dont je vous ai fidèlement rendu compte, il n'y a pas encore d'accord sur la mouture de ce que la nouvelle politique devrait être. Je vous invite, dans vos discussions bilatérales, comme dans vos différentes prises de parole lors de ces Assemblées, à nous appuyer dans le plaidoyer afin que la nouvelle politique sur les limites d'endettement ne prive pas nos pays des

financements nécessaires pour saisir ce moment historique de leur processus de développement.

Mesdames et messieurs, c'est à mes yeux les deux grands défis qui se posent à nos pays dans leur coopération avec le FMI et les institutions de Bretton Woods en général. J'ajouterai à cela les chantiers habituels qui concernent la représentation et la voix de l'Afrique au sein de ces deux institutions. Notre requête pour l'attribution d'une 3ème chaise à l'Afrique au sein du Conseil d'administration du FMI est toujours d'actualité, le combat pour la diversité notamment l'accès d'un plus grand nombre d'Africains aux postes de direction au FMI est aussi à poursuivre dans les années à venir.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Permettez-moi de saisir l'opportunité de cette réunion pour remercier mes suppléants, M. Ngueto Yambaye et M. Mamadou Woury Diallo, mes conseillers et mes assistantes pour la totale disponibilité, le sincère dévouement et la franche collaboration qu'ils m'ont apportée dans l'accomplissement de mon mandat.

Je voudrais aussi exprimer à tous les Gouverneurs et Gouverneurs Suppléants, aux Présidents des Commissions ainsi qu'aux Gouverneurs des Banques centrales et à toutes les délégations, ma profonde gratitude pour la confiance et le soutien



constants que vous m'avez accordé durant mon mandat d'administrateur du FMI pour le compte de nos pays. Je remercie aussi mon collègue Agapito Mendes Dias et son Suppléant Mohamed Sikieh Kayad pour leur coopération. Je souhaite de vive voix que les Gouverneurs accordent tout leur soutien à notre prochain administrateur, M. Ngueto Yambaye de nationalité Tchadienne, conformément aux dispositions qui régissent notre Groupe.

J'exprime au Ministre Adji Oteth Ayassor, et au Ministre Semodji Maurissi Djossou, respectivement gouverneur du FMI et de la Banque Mondiale pour le Togo, ainsi qu'à la délégation togolaise, mes sincères et fraternels remerciements pour l'inestimable soutien dont j'ai bénéficié de leur part dans l'exercice de mes responsabilités.

Dans ces mots de reconnaissance, je voudrais avec votre permission faire une mention spéciale au Président du Groupe, SEM Kablan Duncan, pour son leadership, sa disponibilité et son engagement au service de notre groupe.

Enfin, je voudrais exprimer très vivement, à Son Excellence Monsieur Faure Gnassingbé, Président de la République Togolaise, ma profonde et respectueuse gratitude pour l'honneur qu'il m'a fait et la confiance qu'il a placée en moi en me donnant l'occasion de servir mon pays, le Togo, en représentant en son nom les 23 pays membres de notre Groupe au Conseil d'administration du Fonds monétaire international.

Pour clore mon propos, je voudrais, très modestement vous inviter, tous mesdames et messieurs les gouverneurs, à consolider nos acquis et à travailler à de nouvelles victoires. Les intérêts qui nous unissent sont plus grands que ceux qui pourraient nous diviser. Toutes les questions y compris sur l'organisation de notre Groupe doivent pouvoir trouver des réponses dans la fraternité et la considération mutuelle. Si nous sommes divisés nos faibles quotes-parts et pouvoirs de vote ne nous sauveront pas; seule l'union nous sauvera. Nous devons être unis, parler d'une même voix sur nos questions d'intérêt commun, et travailler inlassablement à préserver la solidarité et l'intégrité de notre Groupe.